

Écrit par le 23 juillet 2024

Rejet de la ratification du CETA au Sénat : les viticulteurs et le sénateur Jean-Baptiste Blanc hors d'eux



Depuis 2019, cet accord entre l'Union Européenne et le Canada (CETA = Comprehensive Economic & Trade Agreement), n'a jamais été ratifié. Hier, au Palais du Luxembourg, il a été rejeté à une écrasante majorité, ce que dénonce le sénateur LR de Cavaillon, Jean-Baptiste Blanc qui participait à La Taille de la Vigne des Papes à Avignon ce jeudi 21 mars.

« Le Canada est le 4ème marché d'export pour nos vignerons de la Vallée du Rhône. Il représente 77 000

Ecrit par le 23 juillet 2024

hl et un chiffre d'affaires de 51M€. Il progresse régulièrement de 5% en valeur et de 4% en volume depuis 2016 et les Côtes-du-Rhône sont la 1ère AOP (appellation d'origine protégée) exportée vers le Canada. Quel gâchis. C'est surréaliste. » dénonce-t-il.

[Voir ici les votes](#)

LR de Vaucluse : voici les 91 nouveaux élus des instances départementales



Les 877 adhérents des Républicains et électeurs inscrits ont été amené ce dimanche 26 et ce lundi 27 novembre aux urnes, par un scrutin électronique, pour leurs élections internes et le renouvellement de leurs instances locales pour les 2 ans et demi à venir. C'est sans surprise [l'unique candidat Jean-François Perilhou](#), maire de Vaison-la-Romaine, président de la communauté de commune Vaison-Ventoux et conseiller régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'azur qui a été élu à la présidence de la fédération de Vaucluse. Il succèdera donc à l'ancien député de la 5ème circonscription de Vaucluse,

Ecrit par le 23 juillet 2024

Julien Aubert et pilotera la fédération de Vaucluse avec [Fabrice Libérato le tout nouveau secrétaire départemental nommé par les instances nationales ce 26 septembre.](#)

Les délégués et membres des 5 circonscriptions du département ainsi que les délégués de la fédération vauclusienne au Conseil National des Républicains ont également été tous élus.

La participation a oscillé entre 51,45 % dans la 1ère circonscription à 77,18 dans la 4ème circonscription de Vaucluse. Il est a noté également que 18 sièges n'ont pu être pourvu par manque de candidats dont aucun pour les délégués des nouveaux adhérents dans la 5ème circonscription.

[**Voici la liste officielle des 91 nouveaux élus des instances vauclusiennes des Républicains**](#)

LR de Vaucluse : Jean-François Perilhou unique candidat à la présidence

Ecrit par le 23 juillet 2024



Les adhérents des Républicains vont être amené ce dimanche 26 et ce lundi 27 novembre aux urnes, par un scrutin électronique, pour le premier tour de leurs élections internes et le renouvellement de leurs instances locales. Le cas échéant, un second tour sera organisé les 29 et 30 novembre 2023. Jean-François Perilhou, maire de Vaison-la-Romaine, président de la communauté de commune Vaison-Ventoux et conseiller régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'azur est l'unique candidat à la présidence de la fédération de Vaucluse.

Les adhérents des Républicains de Vaucluse seront amenés à renouveler :

- Président(e) de Fédération ;
- Délégué(e) de Circonscription ;
- Membres du Comité de Circonscription ;
- Membres représentant les nouveaux adhérents au Comité de Circonscription;
- Délégué(e)s de la Fédération au Conseil National.

Voici la listes des candidats en Vaucluse :

Election à la présidence de la fédération

- Jean- François Perilhou

Election des membres délégués de circonscription

1ere circonscription

Ecrit par le 23 juillet 2024

- Gilbert Auzac
- Philippe Bruey
- Johan Courtois
- Alain Ducret
- Michel Frecon
- Serge Perramond
- Michel Rabemahefa
- Bernard Rouy
- Estelle Vieux

2ème circonscription

- Magali Bassanelli
- Dominique Brogi
- Roland Carlier
- Dominique Colombo
- Mathilde Dauphin
- Robert Delaye
- Eric Derrive
- Thibault Doizelet
- Bernard Guerrazzi
- Gérard Justinesy
- Jean-Paul Rivet
- Pascal Teranne
- Nicolas Valiente
- Olivier Vollaire

3ème Circonscription

- Françoise Baillou
- Philippe Baillou
- Laurent Cermolacce
- Melvin Chabran
- Alain Chazot
- Isabelle Chazot
- Jeremy Fernandes
- Jean-Baptiste Forment
- François Hernandez
- Isabelle Kiffer
- Monique Laporte
- Patrick Lorion
- Gaetan Lucbernet
- Michael Marino
- Christophe Obein
- Guillaume Pascal

Ecrit par le 23 juillet 2024

- Audrey Reynaud
- Chantal Richard Parayre

4ème circonscription

- Nadine Albely Jullian
- Claire Brunet
- Marie-france Estival
- Sylvie Faresse
- Cyril Ferretti
- Evelyne Flohic
- Raymond Marlot
- David Marseille
- Daniel Pirollet
- Jean-Claude Rouvière

5ème circonscription

- Patrice Aubert
- Julien Aubert
- Daniel Herbert
- Bernard Hulin
- Marc Jaume
- Bernard Le Dily
- Frédéric Reynaud

Représentant des nouveaux adhérents aux comité de circonscription

1ere circonscription

- Frédéric Camilleri
- Stephan Fiori
- Karine Fiori
- Majid Fouri
- Karim Lemièrè
- Luka Millet
- Michael riclafa

2ème circonscription

- Pierre-Charles Balland
- Xavier Benedetti
- Nathalie Faravel Geneston
- Katia Gerard Pujante
- Marlène Guerin Sylvestre
- Gaelle Lambert
- Kelly Ricard

Ecrit par le 23 juillet 2024

- Virginie Roman Peyre
- Aurore Stella
- Tea Toppin

3ème Circonscription

- Christophe Bannery
- Sebastien Gimenez
- Alberic Marino
- Ana-Julia Vega Aguilar

4ème circonscription

- Marie Barbieri
- Thierry Detrain
- Delphine Goyon
- Eric Leturgie
- Xavier Marin
- Laurent Saurel
- Sebatien Surdel

5ème circonscription

pas de candidat

Délégués de la fédération de Vaucluse au Conseil national de Républicains

- Gilbert Auzac
- Gérard Battistini
- Dominique Brogi
- Frédéric Camilleri
- Amandine Cassard
- Johan Courtois
- Daniel Herbert
- Bernard Hulin
- Marc Jaume
- Isabelle Kiffer
- Gaetan Lucbernet
- David Marseille
- Audrey Reynaud
- Laurent Saurel
- Pascal Teranne
- Christophe Tonnaire
- Tea Toppin
- Bruno Valle

[Lire également : "LR de Vaucluse : Fabrice Liberato arrive et Julien Aubert part"](#)

Ecrit par le 23 juillet 2024

LR de Vaucluse : Fabrice Liberato arrive et Julien Aubert part



Fabrice Liberato vient d'être nommé secrétaire départemental de la fédération **Les Républicains** de Vaucluse par Eric Ciotti au bureau politique national. Dans le même temps, **Julien Aubert**, président de la fédération départementale, a annoncé ne pas renouveler son mandat aux élections internes qui auront lieu les 26 et 27 novembre prochains.

Désormais secrétaire départemental de la fédération **LR 84** depuis le mardi 26 septembre, Fabrice Liberato, qui est le président du **Syndicat mixte du Scot Cavaillon-Isle-sur-la-Sorgue-Coustellet** mais aussi adjoint au maire de Cavaillon délégué à l'urbanisme, est chargé de l'exécution des décisions des instances nationales dans le département. Il organise notamment les scrutins du Mouvement en Vaucluse. Aussi, il présente chaque année un rapport d'activité au Comité départemental.

Écrit par le 23 juillet 2024

De son côté, l'actuel président de la fédération départementale vient d'annoncer [sur sa page facebook](#) qu'il ne renouvelerait pas son mandat. « Je me suis posé les seules questions qui vailent : celle de l'envie, celle de la légitimité et celle du projet, a déclaré Julien Aubert. L'une de ces trois questions m'a semblé conduire à une réponse résolument défavorable à ma candidature. » Le président de LR 84 a également exprimé son envie de se concentrer sur d'autres projets. « J'ai des projets personnels et politiques dans les mois et années à venir pour lesquels j'aurai besoin de toute mon énergie, à commencer par l'animation de mon mouvement, [Oser la France](#). »

Ainsi, la personne qui succédera à Julien Aubert aura pour missions d'assurer la représentation des adhérents du département de Vaucluse auprès des instances du Mouvement, de convoquer le Comité départemental, déterminer son ordre du jour conjointement avec le secrétaire départemental, présider ses réunions, organiser la vie interne du Comité départemental et en appliquer les directives, mais aussi veiller à l'unité du Mouvement dans le département et à la libre expression de chaque adhérent. Le nouveau président de la fédération départementale sera également membre de droit du Conseil National.

V.A.

Alain Milon : « il faut redonner du pouvoir aux maires »

Ecrit par le 23 juillet 2024



Avenir du Vaucluse, décentralisation, RSA, santé... Un moment avec Alain Milon, sénateur de Vaucluse et médecin de formation.

L'un des spécialistes santé au sein de la famille LR nous ouvrait les portes de sa permanence sorguaise. Alain Milon, 74 ans, témoigne d'une carrière politique pour le moins prolifique, au sein du Palais du Luxembourg, de la commission des affaires sociales, ou du conseil municipal de Sorgues. Questionné sur une potentielle lassitude en matière d'engagement, la volonté demeure intacte d'apporter sa pierre à l'édifice, de contribuer aux travaux parlementaires, notamment en matière de politique sociale.

L'agenda est pour le moins chargé. Un jour est dédié à la présentation du programme santé de [Valérie Péresse](#). Un autre prévoit une audition au Sénat sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie. Sans compter [une question](#) au gouvernement sur les Ehpad, sujet brûlant d'actualité. Le tout en observant ses obligations en tant que conseiller municipal de la commune de Sorgues, auprès de [Thierry Lagneau](#) qui l'a succédé en 2010 à la tête de la ville.

Ecrit par le 23 juillet 2024



A Oyonnax, Alain Milon aux côtés de Valérie Péresse et Philippe Juvin pour la présentation du programme santé. Crédit photo: Alain Milon

Après des mois de navettes parlementaires, la Commission mixte paritaire (CMP) est parvenue à un accord sur loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification). « Notre objectif était clair : renforcer l'efficacité de l'action publique sur le terrain local en évitant un tout nouveau « big bang » territorial, déclare le sénateur au nom du groupe LR. Un nombre significatif des apports sénatoriaux ont été rétablis dans le texte final : c'est donc un succès indéniable pour les collectivités ».

Parmi les avancées notables : permettre des délégations « ascendantes » de compétences, en ouvrant la voie aux intercommunalités « à la carte », ou encore en facilitant la restitution des compétences « voirie » et « tourisme » lorsque la situation locale s'y prête. Au chapitre logements sociaux et loi [SRU](#), un contrat de mixité sociale entre le maire et le préfet est privilégié afin de fixer des objectifs plus réalistes, à l'échelle d'un territoire.

« Nous faisons le choix de la confiance en l'intelligence territoriale [...] », souligne Alain Milon. Le regard animé, le parlementaire nous gratifie de quelques anecdotes des arcanes de la vie politique nationale. Il faut dire que le sénateur est tombé dans la marmite républicaine très tôt. Membre du parti RPR dans les années 1980, UMP puis LR pour lequel il préside le comité de soutien de Valérie Péresse en Vaucluse, Alain Milon est coutumier des aléas politiques. Le parlementaire fut maire de Sorgues pendant plus de vingt ans, vice-président du Conseil général de Vaucluse, conseiller régional et président de la Communauté de communes des Pays du Rhône et d'Ouvèze. Passionné par la génétique et la recherche, l'élu reste à ce jour président de la [Fédération hospitalière de France Paca](#).

Ecrit par le 23 juillet 2024

Gaudin, Le Pen, Tapie, Estrosi

[Jean-Claude Bouchet](#), député LR, déclarait vouloir « [passer le relais](#) ». L'ancien maire de Cavaillon ne se présentera pas aux prochaines législatives pour tenter de briguer un 4^e mandat. Pour le locataire du Palais du Luxembourg, aucune lassitude, pas même une once d'essoufflement. Alain Milon revient sur les écoles de Sorgues créées sous sa mandature, mais également sur « [l'un des plus beaux pôles culturels du département](#), faisant environ 100.000 passages par an. »

En tant que président de la Commission des affaires sociales au sein du Conseil général, Alain Milon se consacre pleinement à la politique sociale du Département. « Je pense notamment à l'aide sociale à l'enfance. Quand je suis arrivé, il n'y avait plus qu'un centre médico-social à Avignon. Nous avons créé un centre dans quasiment chaque canton », rappelle-t-il. L'élu mise alors sur la proximité : « on s'adresse à des gens qui ont des moyens limités, dans un [département pauvre](#). Les faire déplacer de Vaison à Avignon, c'est les empêcher de venir ».



Ecrit par le 23 juillet 2024

Intervention d'Alain Milon lors de la venue de Valérie Pécresse à Cavaillon. Crédit photo: Alain Milon

Autre page marquante du livre : le rôle de conseiller régional sous la présidence de Jean-Claude Gaudin de 1986 à 1998. « C'est une époque que je cite souvent. Il y avait Jean-Marie Le Pen, Christian Estrosi, Bernard Tapie... Même si on ne partageait pas tous la même vision, il y avait des personnes intéressantes, c'était assez épique ! », se remémore le parlementaire.

Une fois élu sénateur en 2004, Alain Milon se dirige instinctivement vers la commission des affaires sociales dont il sera le président de 2014 à 2020. Il rapporte alors toutes les lois sur la bioéthique et les lois de santé de Marisol Touraine ou Roselyne Bachelot. L'élu est par ailleurs partisan de la procréation médicalement assistée et de la gestation pour autrui qu'il suggère de régulariser dès 2010.

« Je suis passionné par ça, mon évolution s'est faite dans des domaines différents à chaque fois, donc il ne peut pas y voir avoir de lassitude. La politique sociale du Département s'opère en fonction des compétences, à la Région il s'agissait de la politique de la Ville, au Sénat, la politique nationale. Même si le titre est le même, les fonctions diffèrent, les visions, les populations touchées ne sont pas les mêmes », explique celui qui a notamment siégé au sein du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Un mot sur les législatives

Pour battre campagne aux prochaines législatives, le comité LR a jeté son dévolu sur la vice-présidente du Conseil départemental de Vaucluse : Elisabeth Amoros sur la 2e circonscription. « Elle est extrêmement dynamique, c'est un médecin, et en outre, elle s'occupe de politiques sociales », commente le sénateur. Sur la 3e circonscription, les candidats seront face au maire de Saint Didier, Gilles Véve. « C'est une circonscription essentiellement rurale. Il est vigneron, a été président de la fédération FDSEA, il reste à ce jour président de la cave des vignerons de Saint Didier. Il est connu du monde agricole, il connaît ses enjeux », juge Alain Milon.

Roger Rossin, maire de Cairanne, est candidat dans la 4e circonscription, « Dans cette circonscription, il faut des gens de caractère. Roger Rossin est le candidat qu'il faut pour bousculer les choses », déclare le parlementaire. Autres candidats, le député sortant Julien Aubert, et la conseillère régionale [Dominique Brogi](#) sur la 1e circonscription. Au sujet de la présidente LR de la région Île-de-France, il confiera : « je pense qu'une femme est beaucoup plus déterminée qu'un homme ».

Ecrit par le 23 juillet 2024



Alain Milon pose une question au gouvernement sur la mutuelle. Crédit photo: Alain Milon

L'avenir du Vaucluse ?

Au chapitre filière d'avenir pour le Vaucluse, Alain Milon s'approche de la pensée de Julien Aubert, pour qui le département a sa carte à jouer en matière d'industrie [pharmaceutique et cosmétique](#). « Je rejoins Julien, mais plutôt l'industrie de la recherche sur la génétique, des innovations en matière de santé, des médicaments innovants, anticancéreux par exemple. Faisons ce qui ne se fait pas ailleurs, une usine d'aspirine ou de paracétamol, ça ne sert à rien », tranche-t-il.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Adrien Morenas prône une [Silicon valley de l'agroécologie](#) en Vaucluse, lorsque Jean-Claude Bouchet mise sur le [carrefour logistique](#) « énorme » que représente le département. « Le territoire est certes agricole mais essentiellement viticole, souligne le sénateur. Il faut aider cette activité d'excellence si elle veut persister dans le monde. » Pour le parlementaire, le département doit s'appuyer sur ses atouts : paysages, douceur de la météo, patrimoine. « On sent bien que de plus en plus de touristes ont envie d'y rester. Il faut attirer les entreprises d'avenir, les startups innovantes, celles qui proposent des technicités uniques. Le tout en jouant sur le bon vivre en Vaucluse », suggère-t-il.



Réception des représentants des caves coopératives Bourgogne-Jura-Vaucluse (épisode de gel avril 2021 - Plan gel). Crédit photo: Alain Milon

Une banque d'innovation

Quid du manque de foncier ? « Il y a de quoi faire, là aussi, tout dépend de la liberté des maires. Les friches industrielles sur le Département, il y en a beaucoup. Des entreprises ferment et des locaux restent vides et se dégradent », explique le sénateur qui suggère à Valérie Péresse de créer une banque d'innovation au profit des entreprises innovantes. Celle-ci les dédouanerait de tout remboursement de

Ecrit par le 23 juillet 2024

prêt si l'investissement ne portait aucun fruit.

« En recherche fondamentale, la France est dans le top 5 mondial, en recherche appliquée nous sommes dans les 50, et en recherche dans la mise en place du concept industriel, nous sommes dans les derniers. Nous sommes un confetti dans le monde. Si nous avons la volonté d'aider l'ensemble des chercheurs sur le territoire national à exploiter leurs recherches, nous pourrions créer des dizaines de milliers d'emplois. Si l'on pouvait installer un [Genopole](#) (incubateur de projets d'excellence dédié aux biotechnologies, ndlr) en Vaucluse par exemple, je me plierai en quatre pour y contribuer », déclare Alain Milon.

Il poursuit : « Ce qui m'intéresse ? Faire en sorte que nos concitoyens aient une bonne qualité de vie, que l'on puisse soigner de mieux en mieux. » Le sénateur s'inspire volontiers de Marcel Cachin : « il faut payer selon ses moyens, et recevoir selon ses besoins en matière de santé. Si vous êtes malade, que vous soyez milliardaire ou sans-abri, on doit vous soigner de la même façon. »

« Il faut payer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins. »

Bien qu'une avancée ait été observée en matière de décentralisation, le chemin qui reste à parcourir n'en demeure pas moins sinueux. « Il faut déconcentrer les services de l'Etat. Il faut redonner aux maires le pouvoir qu'ils n'ont plus dans leur PLU (Plan local d'urbanisme) ou dans leur police municipale. Nos concitoyens se mettent en colère vis-à-vis de leurs élus locaux qui n'ont plus de possibilités d'actions. J'avais à l'époque des possibilités que Thierry Lagneau n'a plus. Il n'y a plus de taxe d'habitation, plus de recette propre à la commune qui ne peut plus composer avec ses budgets. Les PLU sont encadrés par les SCOT (Schéma de cohérence territoriale), ils n'ont plus de possibilité de gérer leur territoire comme ils le souhaitent. Dans la décentralisation, il faut redonner du pouvoir aux mairies. Finalement les constituantes de 1793 étaient plus décentralisateurs que nous », conclue Alain Milon avec le sourire.

RSA conditionné à un niveau d'épargne

Cette disposition en cours de réflexion entend conditionner l'octroi du RSA par les départements à un certain niveau d'épargne, défini par chaque conseil départemental. Ces derniers seraient ainsi appelés à fixer un montant d'épargne maximal pour les personnes souhaitant recevoir cette aide. La gauche a accusé la droite de venir fragiliser la protection sociale sur le territoire, quand les élus macronistes ont évoqué une mesure inconstitutionnelle.

« Il y a des concitoyens dans certaines régions de France qui sont au RSA avec 40.000 euros de réserve bancaire sur des livrets d'épargne. Il n'est pas normal que des personnes sans aucune réserve travaillent tous les jours et se retrouvent à payer pour les autres. Il s'agit pour moi d'une mesure de justice sociale, sans aller évidemment jusqu'à la ruine des personnes », conclue Alain Milon.

Jean-Claude Bouchet renonce à un 4ème mandat de député



Après 20 ans dans l'arène politique, le député LR de Vaucluse, Jean-Claude Bouchet, quitte le sable de l'amphithéâtre.

« J'ai 64 ans. Comme à chaque fin de mandat, je me pose, je prends du recul et je réfléchis », nous confiait Jean-Claude Bouchet il y a quelques jours, [interrogé sur un éventuel 4e mandat](#) aux législatives de juin 2022. Depuis, la réflexion a fait son bout de chemin pour prendre la forme d'une déclaration publiée ce samedi 22 janvier sur sa page Facebook. Face caméra, ton solennel, drapeau tricolore, le parlementaire annonce vouloir « passer le relais » pour les législatives 2022.

Écrit par le 23 juillet 2024

Deux fois maire de Cavaillon, trois fois député LR, anciennement vice-président de la CCI Vaucluse, président du syndicat des transporteurs routiers, Jean-Claude Bouchet « ne craint pas ce combat » qui se profile. Pour autant, il « ne souhaite pas être celui, qui en restant, empêche une nouvelle génération d'émerger ». La nouvelle déjoue les pronostics de ceux qui le voyaient déjà tracter à travers les étals des marchés. Une déclaration d'autant plus surprenante qu'elle intervient après la présentation [des députés LR de Vaucluse](#) par [Julien Aubert](#), dont le député cavaillonnais faisait partie.

Durant plus de trois minutes, celui qui a « sillonné de long en large la 2e circonscription » revient sur son engagement pour les entreprises, le redressement du pays et la protection des agriculteurs. Il cite notamment ses rencontres marquantes : le pape François, Shimon Peres ou Vladimir Poutine. Enfin et surtout, il égrène quelques chiffres de son bilan. « Cela fait 20 ans que je m'investis pour Cavaillon, le Vaucluse, la France. 20 ans de combats, tous gagnés. [...] J'ai déposé 18 propositions de loi, j'en ai cosigné 1064, rédigé 1019 questions écrites, 170 amendements. J'ai réalisé 650 permanences en mairie, [...] j'ai rencontré plus de 5000 personnes en rendez-vous individuel », énumère le parlementaire. Pour l'heure, [Jean-Claude Bouchet](#) qui « quitte cette mission avec le sentiment du devoir accompli », indique avoir d'autres projets et ne pas rester « inactif ».

Vaucluse : les candidats LR aux prochaines législatives

Ecrit par le 23 juillet 2024



Les voilà prêts pour la bataille, soutenant mordicus leur candidate [Valérie Péresse](#) de passage à Cavaillon il y a quelques jours. Réunie ce lundi 10 janvier à Novotel Avignon Nord, la famille Les Républicains de Vaucluse a dévoilé la fameuse liste. Des édiles, des parlementaires sortants et une femme. Voici les candidats LR aux législatives de juin 2022 : première circonscription : [Dominique Brogi](#) (chef d'entreprise à Agroparc et conseillère régionale) ; deuxième circonscription : [Jean-Claude Bouchet](#) (député sortant) ; troisième circonscription : [Gilles Veve](#) (maire de Saint-Didier) ; quatrième circonscription : Roger Rossin (maire de Cairanne) et enfin cinquième circonscription : [Julien Aubert](#) (député sortant).

Ecrit par le 23 juillet 2024

Jean-Claude Bouchet : « le Vaucluse doit chasser en meute »



Jean-Claude Bouchet ou ténor de la vie politique locale. Deux fois maire de Cavillon, trois fois député de la 2e circonscription de Vaucluse, vice-président de la CCI de Vaucluse par le passé. Entretien à quelques mois des législatives.

L'Echo du mardi : Votre engagement ne souffre-t-il pas d'une lassitude naturelle à l'égard de la vie politique ?

Jean-Claude Bouchet : Il n'y a pas de lassitude à partir du moment où vous arrivez à faire avancer les

Ecrit par le 23 juillet 2024

choses. J'ai passé vingt ans dans la vie économique avec la Flèche cavaillonnaise (première coopérative d'entreprises de transport, ndlr), mais également en tant que président du syndicat de transporteur routier. J'ai plusieurs fois été au contact de ministres des Transports, de droite et de gauche. Je me suis plu, j'étais utile à la création de richesses sur le territoire. J'ai ensuite voulu passer de l'autre côté de la frontière pour me lancer en politique, toujours dans le but d'être utile. Le mandat de député/maire était très intéressant en ce sens. En tant que maire, vous êtes dans le concret, vous bâtissez pour l'avenir de votre territoire. En tant que député, vous vous servez de l'expérience de terrain pour apporter un regard pratique à une loi. Quelle erreur d'avoir cédé au populisme en supprimant le cumul des mandats. Quand on regarde les députés LREM arrivés sans mandat local, on s'aperçoit qu'ils sont déconnectés de la réalité. Même si l'on se trouve dans l'opposition comme moi, faire des propositions est utile. Ce sont pour moi des semences que je laisse là-haut et qui pourront être reprises par un confrère ou une majorité.

Êtes-vous candidat pour un 4e mandat de député ?

J'ai obtenu l'investiture LR. Mais pour le moment, je n'ai pas pris de décision. J'ai à mon actif trois mandats de député, un dans la majorité et deux dans des oppositions complètement différentes. J'ai 64 ans. Comme à chaque fin de mandat, je me pose, je prends du recul et je réfléchis.

Le Vaucluse : 5e département le plus pauvre de France. Comment l'expliquez-vous ?

L'ouverture au marché commun, des produits avec une saisonnalité différente, la chute des prix, l'ouverture des magasins à succursales, autant de facteurs ayant appauvri le département. Cavaillon était autrefois une ville riche avec une quarantaine d'expéditeurs. Certains étaient des 'seigneurs', ils travaillaient durement et faisaient vivre toute la ville. Les producteurs gagnaient bien leur vie, il y avait beaucoup de flux. Tout s'est effondré dans les années 75, Cavaillon s'est retrouvée sans aucune diversification. C'est l'une des raisons qui m'a poussé à devenir maire, pour participer au redressement et donner des perspectives d'avenir. Parallèlement, il y a un manque de dynamisme de la ville d'Avignon qui est la capitale. Le Vaucluse est engoncé dans le Gard et les Bouches-du-Rhône. Il a manqué également de grands leaders politiques tel que des Gaudin par exemple. Il manquait ce charisme qui aurait pu entraîner le Vaucluse vers le haut. Une autre cause inéluctable : le dysfonctionnement pendant vingt ans du port autonome de Marseille, outil logistique numéro un dans notre région. Nous avons perdu des parts de marché au profit du port du Havre, et cela nous a détruit.

Un secteur d'activité porteur pour le département ?

Je sais une chose de par mon ancien métier : le Vaucluse est un carrefour logistique énorme. Quand vous sortez des produits, il faut que le coût logistique soit le plus minime possible. Nous sommes sur le chemin entre l'Europe du nord, et l'Italie, l'Espagne, le Maghreb. Tout transite par chez nous. Nous avons les infrastructures, l'aéroport, les gares, les TGV. Nous devons essayer d'attirer des entreprises de renommée internationale qui sont à 500, 1000 km en France et à l'étranger. En plus de l'emplacement, nous sommes une belle carte postale, entre le Luberon et le Ventoux. A 80 km nous avons Airbus, il ne s'agit pas de recréer la même société, mais nous pouvons attirer des entreprises connexes en matière de technologies et de composants. Il faut chasser en meute, cela fait vingt ans qu'on le dit. Il faut agir au

Ecrit par le 23 juillet 2024

côté des collectivités, de la préfecture, du Département, de la CCI, la Chambre des métiers et tous les acteurs économiques. Vous êtes plus puissant et vous ne vous tirez pas sur les pattes. Quel est l'intérêt de diviser les ressources et chasser individuellement ? Il manque un projet fédérateur pour gagner en efficacité et être plus percutant pour attirer les entreprises.

Une Bac de nuit effective début 2022 à Cavillon et 40 CRS supplémentaires en attendant. La réponse de Gérald Darmanin suite aux fusillades à Dr Ayme est-elle suffisante ?

Je dirais oui, mais quel regret d'en être arrivé là. Quand j'ai été élu maire la première fois, Cavillon pleurait sur son passé avec un taux de chômage de 14%. Il fallait lui redonner un avenir, redonner confiance aux gens, sortir de cette sinistrose. L'immense sentiment d'insécurité nous a conduit à doubler le nombre de policiers municipaux, dont $\frac{3}{4}$ étaient des anciens légionnaires. J'ai créé une brigade canine cynophile, multiplié par sept le nombre de caméras vidéo surveillance. En quatre ans, nous avons diminué la délinquance de 50%, chiffre officiel de l'Etat. Ceci grâce à un excellent partenariat avec les polices municipale et nationale. Le problème, c'est qu'en ayant de très bons résultats, l'Etat dans sa pénurie de moyens, envoyait ses renforts à Avignon plutôt qu'à Cavillon. Sauf qu'en matière de drogue, la nature a horreur du vide et les trafics ont repris. L'Etat a pris conscience du désengagement des moyens et remet aujourd'hui des effectifs. Je dirais que c'est un bon moyen de temporiser cette lutte mais il a fallu insister. Au départ, les CRS étaient censés venir huit jours en cas de problème. Enfin, il faudra surveiller. La brigade ne sera pas opérationnelle en un claquement de doigts, il faudra du temps pour connaître le territoire.

Que vous inspire la CCI de Vaucluse, qui a réussi l'exploit d'être la seule Chambre consulaire de France à être suspendue pour des motifs de gouvernance et non pour des raisons budgétaires ?

L'intérêt particulier l'a emporté sur l'intérêt général. C'est une situation déplorable, irréversible en raison de la querelle de personnes. Personne n'a su élever le débat pour que la CCI conserve son rôle d'accompagnement des entreprises du territoire. Tout ça s'est déroulé dans un contexte déjà difficile, avec notamment l'Etat qui a enlevé toutes les dotations pour les verser aux CCI régionales. Une perte de pouvoir ajoutée au problème de gouvernance, la situation était compliquée. Aujourd'hui, je souhaite simplement que les personnes qui composent la nouvelle présidence aient un sens important de l'intérêt général et de l'entreprise.

Si vous deviez retenir deux projets au service de vos administrés ?

Tout d'abord, la mise en place du deuxième pont sur la Durance, qui relie Cavillon aux Bouches-du-Rhône. Ce qui peut pénaliser une ville, c'est son manque de fluidité en raison des embouteillages. Nous avons tendance à l'oublier, si vous regardez aujourd'hui par rapport à dix ans en arrière, il n'y a plus de ralentissement important à l'entrée de Cavillon. Deuxième point, les travaux que nous avons engagés à partir de 2009 autour de la rivière du Coulon - Calavon, pour faire face aux inondations. J'ai été élu en mars 2008, en décembre 2008, une inondation a eu lieu avec un débordement d'un mètre. J'étais tout le temps sur le terrain. Certains refusaient même de me serrer la main alors que j'étais élu depuis huit mois

Écrit par le 23 juillet 2024

seulement. Il y avait tellement de procédures administratives que les choses n'avaient pas réellement avancé. J'ai donc pris le dossier à bras-le-corps. Nous sommes partis au combat avec l'administration, avec l'Etat et la préfecture. Nous sommes arrivés à remettre en route un processus pour faire des travaux et sécuriser les villes. En 2012, de nouvelles intempéries identiques à celles de 2008. Pas une goutte d'eau n'a été déversée à ce moment-là. Pari gagné.

Éric Ciotti qui soutient Eric Zemmour en cas de face-à-face avec Emmanuel Macron. La droite républicaine n'est-elle pas sujette à malaise ?

Je ne suis pas dans le commentaire des propos à résonnance médiatique. Attachons-nous au fond, non au débat de personne. Le parti LR a des positions très claires sur le régalien. Je vais prendre deux chiffres. Sous de Gaulle, les dépenses régaliennes, police, justice, représentaient 6% du PIB, aujourd'hui c'est 3%. Nous sommes passés d'une unité à la moitié, parce que les budgets ont été affectés ailleurs. Les institutions de la République doivent garantir la sécurité de chacun. Aujourd'hui, il faudrait même élever le chiffre à 7 ou 8%, car vous n'avez plus ce pilier fort de la famille, de l'éducation, du respect. L'Etat par son rôle doit subvenir aux insuffisances de chacun. Si revenir au régalien fait dire à certains que c'est de l'extrême droite, c'est à n'y rien comprendre. Notre parti n'a pas dérivé sur l'extrême droite. C'est un parti attaché au triptyque : liberté, égalité, fraternité. Dans la pratique en France, nous en sommes encore loin.

Quelle est la force de la famille LR par rapport à d'autres partis tel que LREM ?

La différence, c'est que l'engagement des Républicains repose sur un parti politique. LREM n'est pas un parti politique. Pour moi, aucune comparaison n'est possible. Le parti LR, auparavant UMP, a cette histoire ancienne, ces valeurs fondamentales, cette ligne idéologique. Emmanuel Macron a gagné l'élection, les Français ont élu un homme. Le jour où il n'y aura plus Emmanuel Macron, je ne suis pas sûr qu'un Edouard Philippe s'entende avec un François Bayrou.

Propos recueillis par Linda Mansouri

Julien Aubert : « Le Vaucluse doit miser sur la cosmétique et la pharmaceutique »

Ecrit par le 23 juillet 2024



C'est entre deux amendements du Projet de loi de finances que le député Julien Aubert nous accueillait dans sa permanence à Carpentras. Peinture de champs de lavande et pin's [OLF](#) épinglé sur le costume. L'enfant de Sault nous livre sa vision du Vaucluse.

Quel est le point commun entre Emmanuel Macron et Julien Aubert ? Surement pas la vision politique nous direz-vous, et pourtant. Les deux se sont retrouvés sur les mêmes bancs de l'ENA, promotion Léopold Sédar Senghor. Une similarité de parcours qui ne privera pas le député d'une âpre contestation à l'annonce du remplacement de l'institution. « Emmanuel Macron veut montrer que l'on peut supprimer un problème en supprimant le nom d'une structure », résumera le député dans les colonnes du Figaro.

Bien que le cadre LR, érigé en figure de proue de l'atome, soit né à Marseille en 1978, son héritage familial l'attire inéluctablement en Vaucluse. Le père originaire de Carpentras était pharmacien de profession. Le grand-père, Félix Aubert, fût résistant dans le Maquis Ventoux. Ce legs provençal nourrira sa croisade lancée en 2013 au service de la filière lavandicole menacée par la réglementation européenne. A Bruxelles, « la Commission était très surprise de la mobilisation provençale sur le sujet », soulignera Julien Aubert à l'issue de sa dernière visite.

Loin des bancs de l'Assemblée nationale, du crépitement des flashs et des interventions sur les plateaux TV, l'homme est ici dans son havre de paix et de tranquillité. Peut-être un peu trop ? L'ancien secrétaire adjoint LR est brillant technicien et érudit notable. Le savoir, l'un des rares privilèges capables de friser l'irritation franche en même temps qu'il suscite l'admiration la plus sincère.

Un master à l'université Johns-Hopkins de Washington, une science politique inculquée très tôt au côté d'Henri Guaino, son professeur à Sciences Po Paris, et une expertise pointue des dossiers sous le coude.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Premier job ? Magistrat à la Cour des comptes. Le fervent défenseur du gaullisme témoigne également d'une certaine habileté pour s'adapter à toutes circonstances. Caméléon ou parfait « animal politique » dirait Aristote. « Je suis curieux des gens et des rencontres. Je n'aime pas refuser car j'ai toujours peur de rater une expérience », nous confie le parlementaire.



Le député en binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy. Crédit photo: Julien Aubert

Refaisons l'histoire

L'agriculture, tout un pan historique de l'économie vauclusienne. Pourquoi notre département est devenu le [5e plus pauvre de France](#) ? « Tout est lié à son moteur qui s'est grippé » résume l'ancien conseiller régional. « L'agriculture qui a connu son apogée au moment de l'irrigation a ensuite été victime d'une concurrence intra et extracommunautaire sur les produits. Une concurrence plus compétitive car moins chère, notamment au niveau des charges. » Résultat ? « Des populations « immigrées, parfois pas,

Ecrit par le 23 juillet 2024

laissées sur le carreau sans pour autant qu'il y ait une reconversion dans les services ou l'industrie. » La course à la qualité et la compétitivité dans le vin a entraîné selon le député la disparition de certaines exploitations moins rentables et laissé des terres en jachère. De l'aveu du président d'Oser la France, « le Vaucluse ne s'est guère industrialisé par rapport à d'autres départements au XIX^e siècle. »

En cause également, la modification des comportements : « ma grand-mère, il lui aurait semblait baroque de manger des tomates en hiver. C'était une génération très saine vis-à-vis de la consommation. L'argent n'allait pas vers la consommation de choses frivoles. » Nous voilà dans les années 80, changement générationnel, arrivée du 'low cost' et consommation de produits en provenance de l'autre bout du monde. « Les gens découvrent le monde, les voyages à l'étranger. Beaucoup de seniors à la retraite partent s'installer dans des coins plus chauds comme en Californie », rappelle le député. Sans compter la position de carrefour du commerce qu'occupait jadis Carpentras et qui perd alors de sa superbe.

Miser sur la naturalité

Le Vaucluse témoigne toutefois de nombreux potentiels. « Je pense que le département peut rebondir grâce à la filière de la naturalité, du bien-être, de la santé, de l'environnement. Nous sommes un territoire avec une carte de visite magnifique, je pense notamment aux huiles essentielles qui reflètent un art de vivre, souligne-t-il. Nous pouvons implanter des entreprises de cosmétique, de parfumerie ou de gastronomie. Il faudrait structurer notre agriculture mais aussi notre tourisme par rapport à cette naturalité recherchée. »

« Par ailleurs, de nouveaux métiers numériques s'implantent, un peu indépendamment de la concentration urbaine. Le numérique doit permettre d'être relié au centre des décisions. Je suis persuadé qu'avec un coup de pouce de l'Etat, demain, de jeunes start-up pourraient s'implanter dans les villages et les faire revivre car nous avons un problème démographique », poursuit le député LR.

Ecrit par le 23 juillet 2024



Echange en permanence de Carpentras

Des incubateurs spécialisés dans les industries de demain

Il s'interroge : « il faut se demander quelle carte doit jouer le Vaucluse ? Quand vous voyez le débat sur les huiles essentielles, le safran et toutes ces cultures de niche réintroduites... Le Vaucluse doit migrer vers des secteurs à forte valeur ajoutée tout en conservant son bastion. A-t-on besoin d'industrialiser et comment le faire intelligemment ? Aujourd'hui, ne vaut-il pas mieux accueillir les industries de demain, la nanotechnologie, la biotechnologie, pour répondre à une politique d'attractivité ? Je crois qu'il faut faire des incubateurs spécialisés dans ces industries de demain en misant sur l'avenir. »

Halte au péage !

Au chapitre tourisme, le département « a plutôt intérêt à privilégier un tourisme haut de gamme et moyen de gamme. Il faut encourager la consommation dans les hôtels, les restaurants ». Plutôt que

Ecrit par le 23 juillet 2024

d'autoriser tous les évènements, le député privilégierait les évènements qui s'inscrivent dans cette politique d'attractivité du territoire. « Je préfère la notion de parc américain, dans lequel vous vous acquittez d'une taxe au péage destinée à entretenir le site, sans pour autant entreprendre de grosses installations, très coûteuses et bétonnées. Tout en assurant à la population locale l'accès gratuit à leur espace, pour s'adonner à des activités diverses : randonnée, vélo, balade familiale... », suggère-t-il.

Le Parc naturel régional du Mont Ventoux appelait à certaines réserves de la part du député lors de sa création. « Je pense que nous avons déjà suffisamment de strates, de couches administratives. Un bon projet est un projet dans lequel l'administration est la plus simple et claire possible, pas juste un siège avec des élus, beaucoup de réunions et beaucoup de papiers », tranche-t-il.



Pose de la première pierre du nouveau quartier cœur de ville de Sarrians

Ecrit par le 23 juillet 2024

Faire du Vaucluse la « plaque tournante » de Provence

Un Vaucluse atomisé, une formule qui revient régulièrement dans le débat : « c'est un département assez composite, le sud tire vers les Bouches-du-Rhône, une partie regarde vers les Alpes, une partie vers la Drôme. On manque de ciment dans ce département dont la capitale est assez décentrée. » Solution ? « Développer l'offre de transport et permettre une meilleure mobilité d'Ouest en Est. Il faut faire du Vaucluse, qui reste la porte d'entrée de Paca, la plaque tournante de Provence », propose Julien Aubert.

« Une grande partie des flux passe par le Vaucluse et pourtant ce n'est pas fluide. On devrait inciter à rouvrir un trafic passager de manière plus grande sur l'axe Avignon, Cavailon, Cheval Blanc et Pertuis. La ligne Pertuis/Aix est aujourd'hui est fermée. Il y a des bouchons de plus en plus massifs et nous n'en tirons pas les conséquences en matière de stratégie ferroviaire, déplore l'élu. Je pense également qu'il faut travailler sur [la LEO](#), Avignon est congestionnée, prisonnière d'elle-même ».

« Rappelons-nous au début du siècle, le projet terminus du chemin de fer à Sault, nous l'avons fait jusqu'à Carpentras. L'implantation des sociétés industrielles va de pair avec l'aménagement du territoire. Sur la place du rail, nous nous sommes trompés en privilégiant le coût, reconnaît le député. Une ligne peut être en déficit, mais apporter un gain global en matière de qualité de vie. La réflexion mérite d'être posée sur la structuration de l'espace. »

« On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. »

Et de philosopher : « on a perdu la capacité à imaginer. On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. Quand les parisiens ont créé la Tour Eiffel, c'était un choc, une transgression ». Julien Aubert pointe les progrès à faire sur la manière d'innover le territoire : « en Vaucluse, il manque un trajet touristique qui traverse les Alpes et arrive vers Milan. Il manque un grand projet ferroviaire ».

Zone franche rurale et énergie solaire

Irriguer le plus haut et le plus loin possible : « Il faudrait que l'irrigation aille jusqu'à Sault ». En matière d'énergie, le soleil très présent dans le sud du Vaucluse doit jouer son rôle. « Il faudrait essayer de réorienter temporairement les agriculteurs vers du solaire, de manière à ce que l'année ou la culture diminue de 70%, l'agriculteur conserve un revenu fixe qui provienne de l'énergie solaire », précise le parlementaire.

Comment attirer les jeunes ? « Je préfère le terme 'smart village', plutôt que 'smart city'. Il faut essayer d'enrayer le déclin démographique en sollicitant l'aide de l'Etat pour créer par exemple des zones franches rurales sur des zones particulièrement en déficit. Pas d'impôt pendant 10 ans pour une start-up

Ecrit par le 23 juillet 2024

qui s'installe sur le plateau de Sault par exemple. »



Chaque année à l'Assemblée nationale, le député organise le Salon des Saveurs du Ventoux et du Luberon.

Artificialisation des terres

L'éternel débat de l'artificialisation des terres ? « Nous avons raison de le mener, nous sommes pris dans des exigences inverses. Soit, nous décidons de densifier les villes et découleront des problèmes de criminalité, de santé publique, la hausse du prix du foncier. Soit, nous aménageons le territoire et nous

Ecrit par le 23 juillet 2024

en tirons les conséquences en matière de transit. En Vaucluse, la terre est rare, l'urbanisme de plus en plus serré, forcément cela contribue à l'augmentation des prix. Cela supposerait une réflexion nationale, il devrait exister une disposition dérogatoire pour lisser les prix », regrette le député LR.

Sur le sujet du zéro artificialisation des terres et notamment de la [perméabilisation des sols](#), le député a notamment proposé à l'Assemblée nationale que les ensembles commerciaux présentent à la commission départementale d'aménagement commerciale compétente un programme de végétalisation et de rétablissement de la perméabilité d'au moins 50% de la surface de leurs aires de stationnement, mis en œuvre dans les 10 ans à venir. D'abord peu enclins à le voter, les membres de la majorité ont finalement adopté une mesure de l'ordre de 100% en 2025.



Le député en compagnie des géomètres-experts de Vaucluse (échanges sur la loi ELAN et loi résilience climatique qui a créé un objectif de « zéro artificialisation nette »)

Ecrit par le 23 juillet 2024

Insécurité à Carpentras

Autre préoccupation majeure pour les riverains, la sécurité : « Je suis allé voir le commissaire et les riverains qui vivent en lisière m'ont fait part de ce qu'ils vivent au quotidien. En plus des tirs d'arme, certains sont harcelés, ils ne peuvent pas accéder à leur maison ou bien sont gênés par des explosions récurrentes de feux d'artifice. » Le député a récemment interpellé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin pour demander des effectifs de police supplémentaires ainsi que de nouveaux équipements tels que des portables professionnels et des jumelles longue portée.

« Nous sommes sur l'arrière pays de Marseille, si nous n'arrachons pas les trafics, ils vont grossir et faire le lien avec les villages de Bédoin, Aubignan, Sault, etc. Si installer deux policiers en faction devant la cité des amandiers 24h/24 n'est pas possible, alors nous ne sommes pas à la hauteur du danger. Il faudrait s'interroger sur la question de police de proximité et de l'approche terrain », suggère Julien Aubert.

SOS lavande en danger

« La commission a été un peu surprise de toute cette agitation. Ceci dit, parfois il vaut mieux crier fortement avant d'avoir mal, ça permet de conjurer le sort », ainsi se décline le mantra du parlementaire au sujet des [nouvelles réglementations européennes](#). Une mobilisation qui de l'avis du député est « à la hauteur de ce que représente la lavande. C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Julien Aubert s'est ainsi rendu à Bruxelles pour défendre l'huile essentielle et toute la filière. En binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy, il a rencontré les conseillers techniques de la Représentation française puis la directrice adjointe du cabinet du commissaire européen chargé de l'Environnement. Il a également mis en relation le cabinet du Commissaire avec l'Association des producteurs d'huiles essentielles de lavande et l'Union des professionnels des plantes à parfum, aromatiques et médicinales pour qu'ils soient consultés sur les futures normes.

Ecrit par le 23 juillet 2024



Permanence en mairie d'Apt

Le gaullisme, ce talisman magique...

Rares sont les partis politiques qui ne se drapent pas dans l'idéologie gaullienne, à grand renfort de références historiques. Un héritage tellement galvaudé qu'il en perd tout son sens. « Chacun prend du gaullisme ce qui l'intéresse. Si l'on juge que le gaullisme est la défense intransigeante des intérêts de la France, je ne suis pas sûr qu'Emmanuel Macron, qui a bradé Alstom et s'est couché devant les intérêts bruxellois au sujet de la taxonomie du nucléaire soit le meilleur représentant du gaullisme, tranche Julien Aubert. Nicolas Dupont-Aignan en est déjà plus proche, mais il le confond avec une forme de populisme. La différence est que l'on ne peut pas aller à l'encontre du peuple souverain, ni profiter de sa colère. »

Jean-Luc Mélenchon ? « Il résonne entre dominant et dominé, avec une révolte permanente du peuple d'en bas contre les élus d'en haut. Il en arrive à nier le concept même de nation. Marine Le Pen propose une vision très défensive. Dans le gaullisme, il y a cette défense des intérêts mais également une capacité

Ecrit par le 23 juillet 2024

visionnaire, cette volonté de miser sur l'avenir et le progrès. »

'Madame Le ministre', provocation ou déni de droit ?

« Ni l'un ni l'autre. Je n'ai rien provoqué du tout, rétorque le député. Un sujet extrêmement futile et devenu le point de fixation de tous. Alors qu'on interroge sur le financement du parc nucléaire et que la ministre Barbara Pompili n'a aucun argument pour répondre, elle part dans une théorie de bac à sable. La première fois que cela m'est arrivé, c'était en 2014. J'expliquais à madame Royale que porter à 50% le pourcentage du nucléaire dans le mix énergétique allait faire dérailler l'indépendance énergétique de la France. J'ai eu droit exactement au même type de réponse. En Français, le neutre est un masculin. 'Un' bébé ne désigne pas automatiquement un garçon. Si vous acceptez ce principe de politisation de langage, vous acceptez que l'écriture elle-même est machiste, car le masculin domine le féminin. »

« C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Histoire de prénom : Zemmour/Aubert, même combat ?

Dans un livret de 18 propositions sur l'islam publié en 2018, Julien Aubert proposait que les candidats à la nationalité française ajoutent à leur identité un prénom adapté à la culture nationale. « Ce n'est pas du tout la même proposition qu'Eric Zemmour, nous répond le député. Il propose qu'à la naissance, vous ne puissiez choisir le prénom de votre enfant que dans une liste de prénoms existants, propres à la culture nationale. Je propose que pour ceux qui font le choix d'acquérir la nationalité française, leur soit adjoint un deuxième ou un troisième prénom tiré de cette liste de prénoms, qui leur soit possible d'utiliser ou pas. On ne vous enlève rien, on vous rajoute quelque chose qui manifeste votre entrée dans la patrie. D'un côté, vous avez une obligation, de l'autre une faculté. D'un côté, une volonté de coercition, de l'autre une volonté d'aide à l'intégration. »

Julien Aubert, des ambitions nationales ? Ministérielles ? « Je connais peu de gens qui refuseraient d'occuper la fonction de ministre. J'accepterais si on me le proposait un jour, à condition que la personne qui me nomme soit complètement en accord avec mes valeurs. »